

BRUXELLES-LUXEMBOURG

Lobby socialiste pour le pendulaire

La ministre wallonne Éliane Tillieux et son collègue du fédéral Courard étaient dans le train, hier. En tant que «lobbyistes».

● Emmanuel WILPUTTE

Deux passagers ne passaient pas inaperçus, hier matin, dans le train Luxembourg-Namur. D'autant que la ministre wallonne Éliane Tillieux et son collègue du fédéral, le secrétaire d'État Philippe Courard, se trouvaient mélangés à foule de navetteurs, en deuxième classe. Cela a dû les changer des berlines allemandes avec chauffeur. But de ce voyage du duo socialiste: communiquer et faire pression, alors que les conseils d'administration de la SNCB et d'Infrabel doivent se prononcer incessamment sur d'importants investissements. «Il s'agit clairement d'un acte de lobbying namuro-luxembourgeois», dit Mme Tillieux.

Gagner une demi-heure

Les deux mandataires souhaitent une révolution sur la ligne Bruxelles-Luxembourg, afin d'accélérer les convois sur le tronçon au Sud de Namur (ligne 162). Là où le relief devient

difficile, où ça se cabre et où ça tourne. «Actuellement, il faut 2h52 pour un trajet Bruxelles-Luxembourg, avec les trains pendulaires, on gagnerait une demi-heure», commente la ministre namuroise. Voilà le cœur de la

revendication: faire rouler sur la ligne des «pendolinos», soit des trains qui se penchent dans les courbes, comme le font les motos, de quoi augmenter considérablement leur vitesse. Éliane Tillieux l'affirme, il ne faudrait

pas rater le train de la modernisation: «Au milieu des années 2000, la SNCB a débloqué 550 millions d'euros pour sécuriser cette ligne. Il faudrait 25 millions de plus pour réaliser le projet de train pendulaire».

D'autres politiques sont déjà intervenus pour «pousser» le dossier. On pense notamment au Rochefortois François Bellot (MR). Et voici qu'un duo socialiste tente à nouveau d'enfoncer le clou. Dommage que la mobilisation n'a pas été élargie à tous les défenseurs du pendulaire. Réponse de Tillieux et Courard: ils ne demandent pas mieux que ces prochains jours, d'autres formations politiques prennent le relais. Eux ont en tout cas décidé de marquer le coup après brève concertation, à quelques jours de conseils d'administration cruciaux à la SNCB et à Infrabel. Car l'éventuel investissement dans le pendulaire concerne tant le matériel roulant que l'infrastructure.

«Le moment ou jamais»

Si les feux passaient au vert du côté des opérateurs ferroviaires, on verrait circuler les premiers trains pendulaires en Belgique (il en existe déjà en Suisse, en Italie etc.). Ils ont prouvé leur grande efficacité dans les zones vallonnées, ils ne serviraient à rien en Flandre. Message des deux socialistes: il ne faudrait pas oublier les provinces de Na-



Leur berline allemande est restée au garage, le temps d'une opération de communication.



Des trains pendulaires entre Bruxelles et Luxembourg? Le gain de temps serait d'une demi-heure.

mur et de Luxembourg dans les programmes d'investissement.

Le pendulaire, dans un premier temps, selon l'analyse de Mme Tillieux et de M. Courard, servirait en priorité aux liaisons internationales, vers Luxembourg, en pensant que cet axe se poursuit vers Strasbourg, la Suisse et l'Italie. Ensuite, endéans les 5 ans, le bénéfice d'une rapidité accrue servirait aussi aux navetteurs des provinces de Namur et Luxembourg.

Philippe Courard répète ce que sa consœur wallonne martèle: «C'est le moment ou jamais de mettre la pression sur les conseils d'administration de la SNCB et d'Infrabel». «Le pendulaire sur cette ligne est la priorité» conclut Éliane Tillieux. «Bien avant de discuter de projets comme la réouverture de la ligne Dinant-Givet». ■